

Analyse

Le Pakistan sous pressions américaines

samedi 10 mars 2007, par [CHIPAUX Françoise](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2007).

Réhabilité par les attentats du 11-Septembre, le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, va-t-il être victime de la guerre contre le terrorisme ? Cinq ans après avoir choisi les Etats-Unis contre les talibans en Afghanistan, le chef de l'Etat pakistanais apparaît de plus en plus tiraillé entre, d'une part, les exigences américaines d'en faire plus contre Al-Qaida et les talibans et les réalités de la politique d'ambiguïté qu'il a suivie vis-à-vis des extrémistes islamistes, d'autre part. Loin d'avoir été affaiblis par le revirement du Pakistan après le 11 septembre 2001, ceux-ci ont continué à prospérer dans un environnement qui leur est très largement favorable.

En s'emparant du pouvoir, en octobre 1999, par un coup d'Etat sans effusion de sang, le président Musharraf avait laissé entendre qu'il mettrait au pas les extrémistes islamistes. Plus de sept ans après, rien de déterminant n'a été fait en ce sens. Au contraire, en s'associant politiquement aux partis religieux pour obtenir notamment la légalisation de son double pouvoir de président et de chef de l'armée, il leur a offert une plate-forme rêvée qu'il a déniée aux partis traditionnels, dénigrés de façon permanente.

Toutes les mesures de restriction à l'encontre des extrémistes, annoncées au fil des mois et toujours sous la pression d'attentats attribués aux islamistes pakistanais, en Inde ou en Grande-Bretagne par exemple, sont restées lettre morte. Le contrôle et l'enregistrement des madrasas (écoles coraniques), l'expulsion des étudiants étrangers de ces mêmes madrasas, la révision d'un curriculum qui prêche la haine contre les « *infidèles* » sont restés au stade de vœux pieux. Sous la pression des oulémas les plus conservateurs, ou celle des partis religieux, le gouvernement a toujours reculé devant la moindre menace de confrontation avec les islamistes.

L'occupation, depuis plus d'un mois, au cœur d'Islamabad, d'une bibliothèque pour enfants, par des étudiantes d'une madrasa est un cas exemplaire. Non seulement le gouvernement a cédé devant leurs exigences - la reconstruction d'une mosquée illégale détruite -, mais il continue à tergiverser alors que, sans doute encouragées par leur premier succès, les étudiantes avancent de nouvelles demandes. Sur les 287 mosquées recensées à Islamabad, seules 80 sont légales.

« *Pas un jour ne passe sans que le fanatisme ne se fasse ressentir au Pakistan* », notait, non sans raison, l'éditorialiste du quotidien anglophone *Dawn*, au lendemain de l'assassinat par « *un extrémiste* » religieux de la ministre des affaires sociales du Pendjab. L'assassin, qui, selon ses dires, avait déjà tué 6 femmes qu'il considérait de mauvaise vie, avait été relâché « *faute de preuves* » et aussi parce qu'il bénéficiait de puissants parrains religieux. Dans une adresse radiodiffusée, le patron du Jamaat ud-Dawa - placé sur la liste américaine des organisations terroristes -, Hafiz Saeed, qui au gré des pressions sort et rentre en prison, a justifié ce crime et « *(averti) toutes les femmes du Pakistan que si elles (essayaient) de suivre les traces de Zil-e-Huma (la ministre assassinée), elles (subiraient) le même sort* ».

« *En se pliant aux exigences des fondamentalistes, qui ont pris la nation tout entière en otage de leurs lubies, le gouvernement devient complice de leurs actes* », écrivait aussi l'éditorialiste du quotidien *The Post*, en dénonçant l'inertie des autorités face aux menaces reçues par les écoles de

filles dans la province frontalière du Nord-Ouest. A Swat, les autorités ont tenté récemment d'arrêter un mollah qui a décrété la vaccination contre la poliomyélite « *anti-islamique* », mais ont reculé devant les fidèles qui le protégeaient. Les exemples de la détermination des extrémistes à dicter leurs exigences sont quasi quotidiens et ne se limitent plus aux zones tribales, où le gouvernement leur a abandonné le terrain.

SOLIDARITÉ TRIBALE ET ETHNIQUE

L'appel au djihad antiaméricain n'est pas non plus l'exclusivité des provinces frontalières de l'Afghanistan. Il résonne, chaque vendredi, dans certaines mosquées du centre d'Islamabad. Dans ces conditions, il sera difficile au général Musharraf de satisfaire aux exigences américaines d'accroître la lutte contre Al-Qaida et les talibans. Les fidèles d'Al-Qaida et les talibans ont trouvé dans les mouvements religieux pakistanais des réseaux de soutien importants, qui leur ont permis de survivre et de continuer à opérer. Les talibans bénéficient aussi de la solidarité tribale et ethnique dans les zones frontalières.

De son côté, le général Musharraf n'a pas de base politique. Les dirigeants de la Ligue musulmane (PML-Q), le parti qu'il s'est taillé sur mesure pour donner une apparence démocratique à son régime, partagent sur nombre de points les opinions des partis religieux. « *La PML-Q au pouvoir ne contredit pas activement la vision des islamistes sur le terrorisme*, estime l'analyste politique Hasan-Askari Rizvi. *Sur ce thème, un grand nombre de personnes au sein du gouvernement, ou associées à la PML-Q, empruntent leur discours. Beaucoup de gens dans l'administration et les échelons inférieurs de l'armée en font autant* », dit-il encore.

En écartant les partis politiques traditionnels, le général Musharraf s'est privé d'un soutien indispensable s'il veut véritablement lutter contre l'extrémisme religieux qui se répand dans la société. Les prochaines élections présidentielle et parlementaires, prévues normalement cette année - et pour lesquelles le président Musharraf aura besoin de soutien s'il veut se maintenir au pouvoir, comme il le laisse entendre -, risquent de faire passer cette lutte au deuxième plan. Le général Musharraf parie sans doute sur le fait que l'administration américaine ayant tout misé sur lui, au mépris d'un soutien aux partis démocratiques, continuera à le soutenir même en le critiquant.

Mais les Etats-Unis aussi sont entrés en période électorale, et le président Bush, déjà confronté à un échec en Irak, ne veut sûrement pas voir sa politique en Afghanistan et sa lutte contre le terrorisme remises en question. L'arrestation récente, à Quetta, sur renseignements américains, de l'ex-ministre de la défense taliban, Mollah Obaidullah, souligne à cet égard la nouvelle détermination américaine à forcer le Pakistan à agir contre les talibans, au risque de déclencher de violentes réactions locales.

Confronté à des attentats-suicides perpétrés par ses propres ressortissants, une rébellion meurtrière dans la province du Baloutchistan, une guerre qui ne dit pas son nom à la frontière afghane, le Pakistan, sous la conduite du général Musharraf, semble s'enfoncer dans une nouvelle et grave crise.

P.-S.

* Article paru dans l'édition du 10.03.07. LE MONDE | 09.03.07 | 14h14 • Mis à jour le 09.03.07 | 14h14.